

La Société Française d'Économie Rurale a confronté les points de vue prospectifs sur la population et l'alimentation du monde.

COMMENT NOURRIR LE MONDE EN 2050 ?

Combien serons-nous en 2050 ? Comment produire plus ? Qui produira plus ? Trois questions essentielles pour l'avenir des agricultures auquel les chercheurs ont apporté leurs éléments de réponse.

Quel monde !

L'ONU prévoit que notre planète portera 9 milliards d'habitants en 2050. Hervé LE BRAS, le démographe français le plus connu, prévoit plutôt que nous plafonnerons à 8 milliards. Les prévisions démographiques sont toujours influencées par l'air du temps, et l'ONU, depuis qu'elle fait des prévisions démographiques, a toujours surestimé la croissance de la population mondiale.

Nous sommes aujourd'hui 6,4 milliards de terriens. H LEBRAS prévoit donc au maximum 1,6 milliards d'humains en plus d'ici 2050, avant que la population de la terre ne se mette à décroître : le plafond n'est donc plus tellement loin.

L'essentiel de la population supplémentaire arrivera en Afrique, au sud du Sahel. Les Africains nous disent que leur continent est techniquement tout à fait capable de nourrir cette population supplémentaire. Grand comme 54 fois la France, encore sous-peuplé, il recèle des potentialités de rendement très élevées dans les zones tropicales et équatoriales.

Comment produire plus ?

Arthur RIEDACKER est à l'INRA spécialiste de l'effet de l'agriculture sur le réchauffement climatique, sur les gaz à effet de serre plus précisément. Les spécialistes estiment qu'il reste beaucoup de sols cultivables de par le monde, pas tellement en Europe de l'Ouest ou en Asie, mais en Amérique du Sud ou en ex-URSS. Le problème c'est que la plupart des terres potentiellement cultivables est occupée par la forêt. Pour éviter l'évaporation du CO₂ aujourd'hui stocké dans ces forêts, il faut donc absolument éviter leur défrichement. Pour limiter le réchauffement climatique, les sommets de la terre s'orientent vers un objectif de diminution par 2 des rejets de CO₂. Si l'on défriche les forêts, cet objectif ne pourra jamais être atteint.

Pour produire davantage d'aliments, il faut donc augmenter les rendements des cultures. En Afrique en particulier, les rendements sont très faibles, de l'ordre de ceux que nous connaissions en France après la 2^e guerre mondiale. Oui me direz-vous, mais le climat ? Le climat africain n'explique pas des rendements aussi faibles : la très faible utilisation d'engrais mérite plus d'attention. En moyenne, les paysans africains épandent 8 kilos d'engrais par hectare et par an ! Avec des apports aussi faibles, pas étonnant que les rendements soient faibles !

Comment faire pour que les paysans africains disposent de davantage d'engrais ? Là, on entre dans les solutions politiques que les chercheurs ne font qu'effleurer. Sauf Philippe CHALMIN qui y met joyeusement les pieds ! Ce professeur de faculté enseignant l'histoire économique, est bien connu dans le monde agricole, où il est souvent sollicité pour faire réfléchir les assemblées générales de Coopératives et d'OPA (on peut le voir aussi sur *itélé* dans une émission économique). Philippe CHALMIN pense qu'il faut réhabiliter les politiques agricoles classiques de soutien des prix. En somme, une PAC à l'ancienne, des débuts de l'Europe, qui soutenait les prix ! Selon lui, assurez une stabilisation des prix agricoles en Afrique et la production décollera !

Il observe que sur l'ordre de la Banque Mondiale et du FMI, la plupart des pays pauvres ont démantelé leur politique agricole, faisant pire que bien. Les seuls pays qui ont pu augmenter leur production ces dernières années (Chine, Inde, Brésil), sont ceux qui ont pu résister aux dictats du FMI. Qui paierait ? Les pays en développement n'ont pas les moyens de financer une politique agricole : l'aide des pays riches serait bienvenue !

Cette stabilisation des prix ne pourra se faire à l'échelle de la planète entière. De nombreuses tentatives de stabilisation des prix des matières premières ont échoué. Passé les sommets internationaux pleins de bonnes intentions et de déclarations enflammées, M CHALMIN ne voit pas concrètement se dégager de solution pour stabiliser les prix mondiaux.

Il se dégageait du colloque de la SFER le 8 juin dernier, une atmosphère finalement assez optimiste. Certes, la faim est une vieille compagne de l'espèce humaine, mais l'accroissement à venir de la population devrait être gérable.

Qui produira ?

Une des grandes leçons des 40 dernières années en alimentation est que les pays qui ont le mieux réussi à nourrir leurs habitants sont aussi les pays qui ont produit sur place leur propre nourriture : voir la Chine, voir l'Inde. L'Afrique, si elle veut nourrir le milliard d'hommes qu'elle va accueillir dans les années à venir, doit trouver à les nourrir sur place. De toute façon, ces nouveaux habitants n'auront pas le pouvoir d'achat pour acheter à l'étranger des céréales.

Certes, quels que soient les scénarios envisagés par l'INRA dans sa prospective AGRIMONDE, les échanges internationaux augmenteront. Mais cela restera un appoint. L'essentiel de l'alimentation de l'Afrique sera produit en Afrique. A la marge, des zones pourront produire pour le marché international : l'Amérique du Sud, l'ex-URSS. L'Europe ne peut être compétitive avec ces zones. Il faudrait encore augmenter les aides directes aux agriculteurs pour diminuer leurs prix, afin de les rendre compétitifs avec le Brésil ! Ce n'est pas du tout la voie que prend la PAC ! Avec la renégociation du budget agricole pour l'après 2013, aucun observateur ne voit autre chose qu'une baisse des 40 milliards d'euros consacrés à l'agriculture. Les nouveaux eurodéputés que nous venons d'élire, seront plutôt enclins à diriger les budgets vers la recherche pour mettre au point les téléphones portables-ordinateurs de demain. Pour en vendre aussi aux Africains !

PHILIPPE LEGRAIN

Chambre d'Agriculture de la Manche

plegrain@manche.chambagri.fr

Vivons-nous une rupture historique ?

La crise économique dans laquelle nous sommes bouleversera-t-elle toutes les perspectives ? C'est possible. Philippe CHALMIN voit dans l'année 2009 comme un parfum des années 70. En 1973, la flambée du prix du pétrole avait été précédée d'une période de croissance euphorique : les années 2000-2007 ont connu une croissance économique mondiale des plus fastes : plus de 5 % par an ! Comme dans les années 70, cette surchauffe a provoqué une flambée du prix des matières premières, suivie d'une crise mondiale, dont les économies ont mis de nombreuses années à se remettre.

Nous sommes en 2009 sur une tendance de baisse du PIB de 5 % par an, dans les pays riches tout au moins. Si cette baisse s'étend, se prolonge, toutes les évolutions positives s'arrêteront. L'Afrique, qui a enfin connu un décollage économique dans les années 2005-2008, verra l'amélioration de ses conditions de vie se retourner. Tout prendra 20 ou 30 ans de retard. Les femmes africaines continueront à faire 6 enfants, et la normalisation (vers une moyenne de 2 enfants) qui est en marche, ne se produira pas.

Ce scénario sombre perturbe tous les prévisionnistes. Pour l'instant personne ne l'a testé. Fait-il trop peur ? Hervé LEBRAS remarque que, si la crise se prolonge, les conditions seraient alors réunies pour que la France connaisse un nouveau baby-boom : le repli sur la vie familiale, lors des crises, semble être une explication importante de la remontée des naissances en Europe après la crise des années 30 : allons enfants...